

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 10333**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (L'accès à cette certification n'est plus possible, la certification n'existe plus)

MASTER : MASTER Domaine Droit Économie Gestion Mention Droit économique Spécialité Droit des activités économiques

Nouvel intitulé : Domaine Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit du marché

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128f Droit des produits alimentaires ; Normes industrielles, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées:

-Conseiller et informer des personnes physiques ou morales en droit économique lors de consultations juridiques (plus spécifiquement en droit de l'agro-alimentaire ou en droit de la concurrence et de la consommation selon l'option choisie)

-Elaborer et suivre des dossiers contentieux

-Assurer une veille juridique et un suivi normatif

-Effectuer du lobbying auprès des institutions communautaires et des organisations internationales

Compétences ou capacités attestées:

- Anticiper de manière stratégique les évolutions du droit des activités économiques

- Aptitude à donner des conseils et consultations en droit économique dans des organismes privés ou publics (entreprises, fédérations professionnelles, chambres d'agriculture...)

- Accomplir des démarches auprès des administrations de contrôle

-Garantir le respect du cadre juridique des relations avec les fournisseurs et avec l'aval de la filière (grande distribution...)

-Renseigner sur les procédures contentieuses

-Communiquer en anglais à l'écrit et à l'oral

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activité

Ces professionnels travaillent dans les services juridiques d'entreprises, dans les cabinets d'avocats, dans les institutions publiques ou dans les organisations professionnelles. Ceux qui ont suivi l'option droit de l'agro-alimentaire peuvent plus spécifiquement travailler dans les industries agro-alimentaires ou le secteur de la grande distribution.

Type emplois accessibles

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants :

- exercice d'une activité libérale ou salariée dans une profession juridique (avocat, magistrat, etc)

- exercice d'une activité totalement ou partiellement juridique en entreprise

- exercice d'une activité à dominante juridique dans une institution publique ou une organisation à caractère professionnel

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Formation(s) requise(s)

Publics visés : M1 Droit des activités économiques, M1 Droit des affaires, M1 Droit privé, M1 droit public économique ou d'un diplôme jugé équivalent.

En formation continue: des juristes en droit économique ou des praticiens du droit agro-alimentaire.

L'accès en deuxième année de Master est **sélectif**.

Niveau et modalités de sélection :

- formation accessible après sélection (sur dossier, puis éventuellement sur entretien) aux étudiants titulaires d'une première année de master en droit.

MASTER 1 DROIT ECONOMIQUE OPTION DROIT DES ACTIVITES

Unités d'enseignements fondamentaux UEF : 36 ECTS

UEF 1- 18 ECTS

Droit économique international

Droit public économique

Droit de la concurrence

Contrats civils et commerciaux ou Droit communautaire des affaires

UEF2-18 ECTS

Contrats civils et commerciaux 2

Droit de la concurrence 2

Droit spécial des biens

Droit de la consommation

Unités d'enseignement complémentaire UEC : 24 ECTS

UEC 1- 3 matières, une langue vivante et informatique

UEC 2- 3 matières, une langue vivante et informatique

MASTER 2 DROIT DES ACTIVITES ECONOMIQUES

Unités d'enseignements fondamentaux UEF1 (18 ECTS)

UEF1- Introduction générale au droit des activités économiques

UEF2- Droit et fiscalité des sociétés

UEF3- Droit de la concurrence interne et communautaire

UEF4- Droit de la consommation

UEF5-Techniques sociétaires et rédaction de contrats

UEF6- Droit du marché

Droit communautaire

Droit du commerce international

UEF7- Droit de la propriété industrielle

UEF8-Comptabilité générale

UEF9- Informatique

UEF10- Gestion des ressources humaines et coaching

UEF11- Anglais juridique

Unités d'enseignements complémentaires UEC (12 ECTS)

7 matières pour chaque option (Droit de la concurrence de la consommation ou Droit de l'agro-alimentaire)

Stage de 6 mois en entreprise (30 ECTS)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION OUINON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiées sur l'enseignement supérieur).
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
Après un parcours de formation continue	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
En contrat de professionnalisation	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
Par candidature individuelle	X	Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE prévu en 2004	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Masters: Arrêté du 25/04/2002 publié au JO le 27/04/2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Masters: arrêté d'habilitation du 29 septembre 2009

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<http://www.droit1.univ-nantes.fr>

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Lieu(x) de certification :

Université de Nantes

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Droit et Sciences politiques

Historique de la certification :

Diplôme créé sous la dénomination DESS Droit de l'agro-alimentaire en 1991.

Transformé en Master 2 Professionnel Droit des affaires spécialité Droit de l'agro-alimentaire en 2004.

Transformé en Master 2 Professionnel Droit économique spécialité Droit des activités économiques option Droit de l'agro-alimentaire et option Droit de la concurrence et de la consommation en 2008

Certification suivante : Domaine Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit du marché